

**SOUDAN**



26 août 2020



## **Evolution des libertés civiles et religieuses depuis la chute du régime d'Omar al-Bachir**

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf) ], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Table des matières

1. Le début de l'année 2019, sous Omar al-Bachir .....	3
2. Le Conseil militaire de transition (TMC) .....	3
3. Le Gouvernement de transition dirigé par des civils (CLTG) .....	4
3.1. Liberté d'expression et de la presse .....	4
3.2. Liberté politique .....	5
3.3. Liberté religieuse.....	5
3.4. Minorités sexuelles et de genre .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
3.5. Changements et perdurations majeurs d'orientation politique .....	6
3.5.1. Etat d'urgence .....	6
3.5.2. La question des services de renseignement .....	7
3.5.3. Droit de réunion.....	7
3.5.4. Peine de Mort .....	7
3.6. Violence dans les périphéries .....	7
Bibliographie .....	8

### Résumé :

Avec la chute du régime d'Omar al-Bachir en avril 2019, un gouvernement de transition s'est formé qui, depuis ses débuts, donne à la population et à la communauté internationale des gages de progrès en termes de libertés civiles et religieuses. Entre les trois périodes que sont l'ancien gouvernement, le Conseil militaire de transition et le Gouvernement de transition dirigé par des civils, les situations semblent avoir changé du tout au tout. Les différents observateurs attendent maintenant que ces paroles soient suivies d'actes, ce qui n'est pas encore le cas partout au Soudan et sur tous les dossiers.

### Abstract :

With the fall of the Omar al-Bachir's regime in April 2019, a transitional government has been formed, which, since its beginning, give to the population and the international community some progress proofs in terms of civil and religious liberties. Between the three periods that are the ancient government, the Military Transition Council and the Civilian Led Transitional Government, situations seem to have entirely change. The different observers are now waiting that these worlds being followed by acts, that is not the case yet everywhere in Sudan and on every cases.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

## 1. Le début de l'année 2019, sous Omar al-Bachir

Sous l'ancien gouvernement d'Omar al-Bachir, durant les premiers mois de 2019, les autorités ont grandement restreint les libertés d'expression, de rassemblement paisible et d'association. En effet, le 22 février, l'état d'urgence a été décrété qui mène à une série de cinq décrets sur une période de trois jours afin conforter ces restrictions. En parallèle, ont été déployées à travers le pays mais surtout dans les villes, un grand nombre de forces de sécurité, y compris l'armée<sup>1</sup>.

Au début de l'année 2019, ce sont des milliers de personnes qui ont été arrêtées et qui ont subi des actes de tortures ainsi que divers traitements inhumains. Un rapport d'*Amnesty International* (AI) couvrant la première moitié de l'année 2019<sup>2</sup> affirme que le gouvernement a eu un recours excessif à l'usage de la force et aux assassinats, notamment dans le cadre des manifestations mais également dans les hôpitaux, où des manifestants blessés ont été poursuivis<sup>3</sup>.

Selon le rapport d'AI, début 2019, les violences au Darfour ont continué d'être perpétrées et n'ont toujours pas été punies, mais il note tout de même une réduction nette de ces pratiques dans les cinq Etats qui constituent la région, à part dans la zone du Jebel Marra où les Forces de soutien rapides (*Rapid Support Forces*, RSF) et la faction Abdal Wahid de l'*Armée de libération du Soudan – Abdal Wahid* (*Sudan Liberation Army– Abdal Wahid*, SLA-AW) ont continué de s'affronter. Le rapport note qu'entre juillet 2018 et février 2019, ce sont 45 villages qui ont été détruits et pillés par les RSF<sup>4</sup>.

*Christian Solidarity Worldwide* (CSW), ONG qui lutte pour la liberté de culte à travers le monde, explique que sous le régime d'Omar al-Bachir, la liberté religieuse n'est pas admise puisque que le Soudan est une République islamiste. Les musulmans représentent 97% de la population. Les minorités religieuses sont harcelées par le gouvernement et les forces de l'ordre. A titre d'exemple, une femme musulmane n'a pas le droit de se marier avec un non musulman. Egalement, le 25 juin 2015, 12 chrétiennes ont été arrêtées à Khartoum alors qu'elles quittaient l'église El Iqba Baptist à Khartoum. Elles sont alors accusées de porter des jupes et des pantalons et donc d'être habillées de manière indécente<sup>5</sup>.

## 2. Le Conseil militaire de transition (TMC)

Après que Omar al-Bachir a été déposé, le 11 avril 2019, un Conseil militaire de transition (*Transitional Military Council*, TMC) est mis en place dans le but d'amener le pays vers le prochain gouvernement. Le TMC est composé de 5 membres des Forces pour la paix et le changement (*Forces of Freedom and Change*, FFC), principale coalition de partis d'opposition du pays et de 5 membres de l'armée ; ces 10 membres élisent un civil au sujet duquel les deux camps se mettent d'accord<sup>6</sup>. Pour AI, durant la période d'activité du TMC, les actes mettant en danger les libertés fondamentales des individus ont perduré<sup>7</sup>.

Ainsi, le droit de manifester, bien que légal, est alors toujours sujet à représailles. En juin 2019, plus d'une centaine de manifestants ont été tués en trois jours par les RSF, milice gouvernementale paramilitaire. Ce sont en effet au moins 100 morts et 700 blessés qui sont dénombrés après les heurts du 3 juin 2019, lorsque les RSF reçoivent l'ordre de dissoudre par la force, à Khartoum, le *sit-in* pacifique qui s'y déroulait. Des personnes blessées ont été poursuivies jusque dans les hôpitaux. Tout en cherchant à dissimuler les

---

<sup>1</sup> AI, 04/2020, [url](#)

<sup>2</sup> Ce rapport ne couvre pas les périodes d'activité ultérieures au TMC.

<sup>3</sup> AI, 04/2020, [url](#)

<sup>4</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>5</sup> CSW, 05/2020, [url](#)

<sup>6</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>7</sup> AI, 04/2020, [url](#)

corps, le gouvernement suspend aussi la connexion internet entre le 3 juin et le 9 juillet afin d'empêcher les opposants et les activistes de témoigner de ces violences<sup>8</sup>. CSW confirme les éléments rapportés par AI, mais ajoute que le bilan des victimes des violences du 3 juin a également occasionné plus de 70 viols<sup>9</sup>.

Le cessez-le-feu qui a été signé au Kordofan Sud et au Nil Bleu par le gouvernement et les deux fractions du Mouvement de libération populaire du Soudan – intitulées « Nord » et « Armé » (*Sudan People's Liberation Movement – North*, SPLM/N et *Sudan People's Liberation Movement – Army*, SPLM/A) perdure. En revanche la famine menace toujours la vie de plus d'1,2 million de personnes dans la région, phénomène latent depuis 2011 et l'indépendance du Soudan du Sud. Néanmoins un espoir d'amélioration de la situation est possible depuis que fin 2019, le gouvernement a autorisé l'acheminement de l'aide humanitaire dans les régions contrôlées par le SPLM/N au Kordofan Sud et au Nil Bleu<sup>10</sup>.

### 3. Le Gouvernement de transition dirigé par des civils (CLTG)

Le 5 juillet 2019 un accord est signé entre les FFC et le TMC en faveur de la création d'un Gouvernement de transition dirigé par des civils (*Civilian-led Transitional Government* CLTG). Le 17 août le CLTG est établi avec à sa tête le Dr Abdallah Hamdook en tant que Premier ministre. L'objectif du nouveau gouvernement est d'administrer le pays jusqu'à l'organisation des prochaines élections présidentielles en 2022, lesquelles devraient aboutir à sa dissolution, et à son remplacement par une nouvelle institution. Le département d'Etat américain (*United States' Department of State*, USDOS) dans son rapport sur les droits humains couvrant l'année 2019 estime que le CLTG respecte les droits humains, notamment en termes de liberté religieuse, de la presse et des médias, de mouvement, d'association et d'opposition<sup>11</sup>.

#### 3.1. Liberté d'expression et de la presse

Selon l'USDOS, le CLTG n'a pas fait l'objet de rapport témoignant d'actes de censure ou de confiscations d'ouvrages. Abdallah Hamdook s'est, d'ailleurs, très rapidement exprimé, après sa nomination, en faveur d'une presse libre. La plupart des grandes universités qui avaient commencé à rouvrir sous le TMC, sont maintenant ouvertes. La situation de l'opposition s'est également améliorée selon l'USDOS<sup>12</sup>. *Freedom House* confirme les éléments évoqués par l'USDOS tout en précisant que si des changements ont eu lieu au niveau constitutionnel, ces derniers ne sont pas toujours respectés, notamment par les RSF qui continuent à opérer une chasse aux journalistes<sup>13</sup>.

Pour Reporters sans frontière (RSF), le Soudan a fait de grands progrès depuis la chute d'Omar al-Bachir. Le nombre d'attaques directes, d'arrestations de journalistes et d'actes de censure de journaux a diminué significativement. En revanche, l'ONG souligne que les médias en ligne font toujours l'objet d'une surveillance particulière. Notamment, une unité de surveillance du jihadisme sur internet (*Cyber Jihadist Unit*<sup>14</sup>), dépendant des services de renseignement, est toujours active et surveille encore étroitement les activités des journalistes<sup>15</sup>.

---

<sup>8</sup> AI, 04/2020, [url](#)

<sup>9</sup> CSW, 05/2020, [url](#)

<sup>10</sup> AI, 04/2020, [url](#)

<sup>11</sup> USDOS, 03/2020, [url](#)

<sup>12</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>13</sup> Freedom House, 03/2020, [url](#)

<sup>14</sup> Cette unité a été créée en 2011 par les services de renseignement soudanais après les « Printemps arabes » dans le but de surveiller et d'agir sur les journalistes et les activistes de l'opposition. RSF, 04/2020, [url](#)

<sup>15</sup> *Ibid.* [url](#)

Dans un autre rapport publié en avril 2020, RSF confirme que le nouveau gouvernement et ses promesses constituent des avancées cruciales en termes de liberté de la presse. Néanmoins, les changements annoncés doivent maintenant se matérialiser. La surveillance et le rôle des services de renseignements demeure problématique. En effet, si le nombre et la densité des pressions exercées par ceux-ci ont diminué, il est clair qu'ils n'ont pas disparu. Les stratégies sont seulement plus insidieuses. Ainsi, une vingtaine de quotidiens continuent d'être liés à des membres de l'ancien régime et empêchent l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène médiatique. D'autre part le rapport confirme que l'unité de surveillance du jihadisme sur internet procède à des campagnes de désinformation dans le but de protéger les intérêts de certains partisans de l'ancien régime<sup>16</sup>.

### 3.2. Liberté politique

Pour l'année 2019, l'ONG *Freedom House* a donné la note de 4/40 au Soudan en matière de droits politiques et 10/60 pour les libertés civiles, en dépit des bonnes volontés affichées par le CLTG, car si des changements ont été apportés à la Constitution, ils n'ont en revanche pas encore été suivis par des actes concrets<sup>17</sup>.

Cependant, qu'il s'agisse de *Human Rights Watch*<sup>18</sup> (HRW), de l'USDOS<sup>19</sup> ou d'AI<sup>20</sup>, aucune de ces entités ne mentionne de violences ou d'actes de répression à l'encontre de manifestants après la création du CLTG<sup>21</sup>.

### 3.3. Liberté religieuse

Selon un rapport de l'USDOS, le CLTG souhaite s'éloigner du système, fondé sur la Charia, la loi islamique, qui prévalait jusqu'alors<sup>22</sup>. Pour la Commission sur la liberté religieuse internationale des Etats-Unis (*United States' Commission for International Religious Freedom*, USCIRF), la liberté de culte s'est grandement améliorée depuis la chute d'Omar al-Bachir et la création d'un gouvernement de transition. Si elle concède que des défis restent à relever, l'USCIRF estime tout de même que le gouvernement d'Abdallah Hamdok a fait des actions concrètes pour améliorer les libertés religieuses<sup>23</sup>. Notamment, le 10 juillet 2020, l'article 126 du Code pénal de 1991 qui prévoyait la peine de mort pour les apostats a été abrogé sur ordre du Conseil Souverain, institution chargée de superviser la transition vers le nouveau gouvernement<sup>24</sup>.

Sous al-Bachir la minorité chrétienne était persécutée, dorénavant la liberté de culte apparaît dans la nouvelle Constitution<sup>25</sup>. Notamment, certaines lois visant à renforcer la vision islamiste de l'ancien gouvernement, y compris par des moyens violents, ont été abrogées. L'USCIRF explique que les minorités religieuses sont mieux représentées dans le processus démocratique avec la nomination d'une femme copte au sein du gouvernement<sup>26</sup>. *Freedom House* précise tout de même que, dans les faits, peu de choses ont été faites<sup>27</sup>. CSW confirme la version de *Freedom House* et rajoute que plusieurs faits graves en lien avec l'intolérance religieuse ont eu lieu depuis la mise en place du CLTG<sup>28</sup>.

---

<sup>16</sup> RSF, *op.cit.* 04/2020, [url](#)

<sup>17</sup> Freedom House, 03/2020, [url](#)

<sup>18</sup> HRW, s.d, [url](#) ; HRW, 02/2020, [url](#)

<sup>19</sup> USDOS, 03/2020, [url](#)

<sup>20</sup> AI, s.d, [url](#)

<sup>21</sup> EASO, 05/2020, [url](#)

<sup>22</sup> USDOS, 06/2020, [url](#)

<sup>23</sup> USCIRF, 2020, [url](#)

<sup>24</sup> CSW, 07/2020, [url](#)

<sup>25</sup> Freedom House, 03/2020, [url](#)

<sup>26</sup> USCIRF, 2020, [url](#)

<sup>27</sup> Freedom House, 03/2020, [url](#)

<sup>28</sup> CSW, 07/2020, [url](#)

Le 28 décembre 2019, 3 églises ont été rasées au Nil Bleu sous le prétexte - non corroboré par une enquête - que des chrétiens fréquentant ces édifices auraient attaqué les forces de l'ordre. Le 16 janvier 2020 ces édifices sont de nouveau brûlés<sup>29</sup>. L'Eglise soudanaise du Christ (*Sudanese Church of Christ*, SCOC), protestante, est attaquée à trois reprises en janvier 2020 à Jabarona, dans la banlieue de Khartoum. La communauté chrétienne soudanaise subit également des menaces venant d'extrémistes musulmans. Fin février encore, un incendie criminel ravage une église à Ombada, à Omdurman dans le Nord de Khartoum<sup>30</sup>.

Les avancées concernant les minorités religieuses à travers le pays ne concernent pas seulement les chrétiens mais également les minorités musulmanes comme les chiites. Ces dernières bénéficient, selon l'USDOS, d'une plus grande liberté de culte<sup>31</sup>.

Concernant l'antisémitisme, culturellement très présent au Soudan, il existe une minorité juive dans le pays. Le gouvernement a lancé un appel aux personnes juives soudanaises à l'étranger afin que ces dernières reviennent au pays<sup>32</sup>.

### 3.4. Droits des femmes

Le CLTG a fait rentrer quatre femmes au gouvernement. Selon *Freedom House* plusieurs associations féministes soudanaises, estiment qu'il s'agit d'un échec puisque la parité homme – femme n'a pas été atteinte<sup>33</sup>. Néanmoins, il est prévu pour 2020 que 40% des sièges au Parlement soient réservés à des femmes. Des quotas sont également prévus pour une meilleure représentation des femmes dans les institutions gouvernementales<sup>34</sup>.

Lié également à l'amélioration de la liberté de culte, début novembre 2019, le CLTG a aboli les lois qui autorisaient la police à arrêter des individus, les femmes surtout, pour des motifs religieux ou de décence vestimentaire relatifs aux bonnes pratiques de l'islam<sup>35</sup>. A cela s'ajoute le fait que les mutilations génitales féminines sont désormais interdites et passibles de trois ans d'emprisonnement.<sup>36</sup>

### 3.5. Minorités sexuelles et de genre

En revanche, aucune avancée notable concernant les droits des personnes issues des minorités sexuelles et de genre n'a été notée par les différents observateurs<sup>37</sup>.

### 3.6. Changements et perdurations majeurs d'orientation politique

#### 3.6.1. L'état d'urgence

Le CLTG maintient l'état d'urgence décrété sous al-Bachir et sous le TMC<sup>38</sup>.

---

<sup>29</sup> CSW, 05/2020, [url](#)

<sup>30</sup> *Ibid.* [url](#) ; CSW, 03/2020, [url](#)

<sup>31</sup> USDOS, 06/2020, [url](#)

<sup>32</sup> USDOS, 03/2020, [url](#)

<sup>33</sup> Freedom House, 03/2020, [url](#)

<sup>34</sup> Nations unies, 06/2020, [url](#)

<sup>35</sup> USDOS, 06/2020, [url](#)

<sup>36</sup> Thomson Reuters Foundation, 04/2020, [url](#)

<sup>37</sup> Freedom House, 03/2020, [url](#)

<sup>38</sup> *Ibid.* [url](#)

### 3.6.2. Les services de renseignement

Le CLTG a entamé des travaux de refonte du Service national de renseignement et de sécurité (*National Intelligence and Security Service, NISS*) lequel était au centre d'un système raciste répressif envers les personnes issues des périphéries et les opposants politiques, journalistes et activistes. Désormais appelé Service de Renseignement général (*General Intelligence Service, GIS*), le gouvernement souhaite rénover plus profondément cette structure<sup>39</sup>.

### 3.6.3. Droit de réunion

Le droit de réunion est désormais acté dans la Constitution de transition. Absentes sous al-Bachir, les unions commerciales indépendantes sont désormais autorisées. En revanche, un bureau formé par le CLTG a été chargé de dissoudre toutes les institutions ayant trait au Parti du congrès national (*National Congress Party, NCP*), le parti du président déchu. Selon *Freedom House*, cette action remet en cause le droit de réunion<sup>40</sup>.

### 3.6.4. Peine de Mort

La peine de mort est toujours en vigueur sous le gouvernement de transition<sup>41</sup>.

## 3.7. Violence dans les périphéries

*Freedom House* concède que le CLTG fait des efforts considérables pour régler les conflits dans les régions périphériques du pays. En décembre 2019, des accords ont ainsi été conclus avec une dizaine de groupes rebelles. Une stratégie concernant le conflit au Darfour est en réflexion<sup>42</sup>.

Pourtant, le 22 janvier 2020, dans la région contestée d'Abyei, contestée entre le Soudan et le Soudan du Sud, un village de la communauté *dinka* est attaqué par les forces de sécurité soudanaises occasionnant 32 morts et 24 blessés<sup>43</sup>. En effet, même si des discussions mettant en relation tous les acteurs du conflit ont lieu, cette région demeure un lieu de grandes tensions<sup>44</sup>.

---

<sup>39</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>40</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>41</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>42</sup> *Ibid.* [url](#)

<sup>43</sup> CSW, 05/2020, [url](#)

<sup>44</sup> Nations unies, 04/2020, [url](#)

## **Bibliographie**

(Sites web consultés en août 2020)

### **Organisations intergouvernementales**

European Asylum Support Office (EASO), "COI Query – Sudan – Information on the treatment of political activists (including student activists) by the Sudanese Transitional Government established on 17 August 2019, in Darfur, Two Areas, Khartoum", 19/05/2020,

[https://www.ecoi.net/en/file/local/2030388/2020\\_05\\_Q9\\_COI\\_Sudan\\_Political\\_Oponents\\_post\\_Aug\\_2019.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2030388/2020_05_Q9_COI_Sudan_Political_Oponents_post_Aug_2019.pdf)

Nations unies, "We will then be unstoppable", 25/06/2020,

<https://reliefweb.int/report/sudan/we-will-then-be-unstoppable>

Nations unies, "The situation in Abyei – Report of the Secretary-General", 16/04/2020,

[https://www.ecoi.net/en/file/local/2028880/S\\_2020\\_308\\_E.pdf](https://www.ecoi.net/en/file/local/2028880/S_2020_308_E.pdf)

### **Institutions nationales**

United States' Department of State (USDOS), "2019 Report on International Religious Freedom: Sudan", 10/06/2020,

<https://www.ecoi.net/en/document/2031234.html>

United States Department of State (USDOS), "Country Report on Human Rights Practices 2019 – Sudan", 11/03/2020,

<https://www.ecoi.net/en/document/2026413.html>

United States' Commission on International Religious Freedom (USCIRF) , "Sudan, USCIRF-Annual Report 2020", 2020,

<https://www.ecoi.net/en/file/local/2028975/Sudan.pdf>

### **Organisations non gouvernementales**

Christian Solidarity Worldwide (CSW), "Death penalty for apostasy abolished", 15/07/2020, <https://www.csw.org.uk/2020/07/15/press/4735/article.htm>

Christian Solidarity Worldwide (CSW), "Sudan – General Briefing », 20/05/2020,

<file:///C:/Users/fontr/Downloads/sudan---may-2020.pdf>

Amnesty International (AI), "Human Rights in Africa: Review of 2019 – Sudan [AFR 01/1352/2020]", 08/04/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2028291.html>

Reporter sans Frontière (RSF), "Sudan : Press freedom still in transition a year after Omar al-Bashir's removal", 10/04/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2027939.html>

Christian Solidarity Worldwide (CSW), "CSW welcomes government investigation into church attacks and calls for further action", 24/03/2020,

<https://www.csw.org.uk/2020/03/24/press/4589/article.htm>

Freedom House, "Freedom in the World 2020 – Sudan", 04/03/2020,

<https://www.ecoi.net/en/document/2030941.html>



Human Rights Watch (HRW), "Sudan: Progress on Rights, Justice, Key to Transition", 20/02/2020, <https://www.hrw.org/news/2020/02/20/sudan-progress-rights-justice-key-transition>

Reporter sans Frontière (RSF), "2020 RSF Index: Future of African journalism under threat from all sides", 2020, <https://rsf.org/en/2020-rsf-index-future-african-journalism-under-threat-all-sides>

Amnesty International (AI), "Sudan 2019", s.d., <https://www.amnesty.org/en/countries/africa/sudan/report-sudan/>

Human Rights Watch (HRW), "Sudan, Events of 2019", s.d, <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/sudan>

## **Média**

Thomson Reuters Foundation, "Sudan makes female genital cutting a crime in 'new era' for women's rights", 30/04/2020, <https://news.trust.org/item/20200430145405-ajph6/>